



## **Pacte international relatif aux droits civils et politiques**

Distr. générale  
10 novembre 2006  
Français  
Original : anglais

---

### **Comité des droits de l'homme**

#### **Quatre-vingt-sixième session**

#### **Compte rendu analytique de la deuxième partie (publique)\* de la 2366<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 30 mars 2006, à 15 heures

*Présidente* : M<sup>me</sup> Chanet

### **Sommaire**

Suivi des constatations adoptées en vertu du Protocole facultatif

Rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations

---

\* Il n'a pas été établi de compte rendu pour la première partie (privée) de la séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.



*La deuxième partie (publique) de la séance est ouverte à 16 h 50.*

### **Suivi des constatations adoptées en vertu du Protocole facultatif**

#### **Rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations (CCPR/C/86/R.5)**

1. **M. Ando** (Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations) présente son rapport, dans lequel sont rassemblées les informations reçues pendant les quatre-vingt-cinquième et quatre-vingt-sixième sessions du Comité. Il demande qu'une décision soit prise en plénière au sujet de deux affaires.

2. En ce qui concerne l'affaire *Ahani c. Canada* [communication n° 1051/2002 (p. 11 et 12)], notant que les autorités canadiennes suivent de près la situation de l'auteur depuis son renvoi en Iran, M. Ando propose au Comité de préciser dans ses observations qu'il juge la réponse de l'État partie satisfaisante et ne compte pas examiner l'affaire plus avant.

3. Évoquant l'affaire *Sigarev c. Ouzbékistan* [communication n° 907/2000 (p. 29 et 30)], M. Ando rappelle que le Comité a recommandé la commutation de la peine de mort, l'allégement de la peine et le versement d'une indemnité. Même si l'État partie soutient le bien-fondé de la décision rendue par sa Cour suprême, la peine prononcée a été commuée par grâce présidentielle et l'auteur devait être remis en liberté en décembre 2005. Dans ces conditions, le Comité devrait peut-être préciser dans ses observations qu'il juge la réponse de l'État partie satisfaisante et n'entend pas examiner l'affaire plus avant.

4. **M. Wieruszewski** dit qu'il ne saurait se satisfaire de la réponse de l'Ouzbékistan; même si l'auteur a été libéré, l'État partie a continué de contester les constatations du Comité, ce qui est inacceptable. Puisque le rapport doit être rendu public, le Comité doit exprimer son mécontentement devant l'attitude de l'État partie.

5. **M. Shearer** estime lui aussi que la réponse de l'État partie n'est pas satisfaisante. Il suggère que, dans l'observation du Comité, les mots « satisfaisante et » soient remplacés par « peu satisfaisante, mais compte tenu de la commutation de la peine prononcée contre l'auteur ».

6. **La Présidente** dit que, puisque la réponse de l'État partie n'est pas satisfaisante, le Comité devrait poursuivre l'examen de l'affaire.

7. **Sir Nigel Rodley** suggère de chercher un compromis; la réponse de l'État partie ne peut assurément pas être considérée comme satisfaisante; il n'empêche que le résultat final correspond plus ou moins à ce que le Comité souhaite, et il ne serait pas vraiment utile d'employer le terme « peu satisfaisante ». L'observation du Comité doit être basée sur les faits. C'est pourquoi il suggère que, dans l'observation du Comité, le membre de phrase « la réponse de l'État partie satisfaisante et » soit remplacé par « compte tenu des informations faisant état de la commutation de la peine et de la remise en liberté de l'auteur, le Comité ». Ainsi le Comité n'aurait pas à décider s'il devrait ou non rester saisi de l'affaire au seul motif que la réponse de l'État partie est satisfaisante ou peu satisfaisante; quelle que soit l'attitude de l'État partie ou de ses tribunaux, le Comité a suffisamment d'éléments et de raisons pour accepter ce dénouement et décider de ne pas examiner l'affaire plus avant.

8. **M. Wieruszewski** dit qu'il appuie la suggestion de Sir Nigel Rodley, mais juge préférable que le Comité poursuive l'examen de l'affaire afin de faire comprendre à l'État partie que, en dépit de l'heureux dénouement, le Comité n'approuve pas sa position ni celle de ses tribunaux et entend que ses constatations soient dûment prises en compte à l'avenir.

9. **M. Lallah** pense comme Sir Nigel Rodley que le facteur déterminant doit être l'issue de l'affaire. En déclarant la réponse de l'État partie peu satisfaisante ou en poursuivant l'examen du dossier, le Comité ne ferait que rendre la tâche du Rapporteur spécial plus difficile; étant donné que l'auteur a été libéré, le Rapporteur spécial n'aurait guère les moyens de faire pression sur l'État partie pour qu'il admette son erreur ou accepte de verser une indemnité. L'auteur a été libéré, et c'est ce que souhaitait le Comité, qui devrait donc profiter de cette porte de sortie.

10. **Sir Nigel Rodley**, revenant à l'affaire *Ahani c. Canada* [communication n° 1051/2002 (p. 11 et 12)], dit qu'il n'y a pas eu de réelle amélioration depuis la précédente réponse, guère satisfaisante, de l'État partie; l'État partie n'a pas communiqué avec la mère de l'auteur depuis octobre 2003, et il est presque choquant qu'il parle d'une éventuelle assistance du Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de la torture.

Même si le Comité devait décider de ne pas examiner l'affaire plus avant étant donné qu'il n'a reçu aucun contredit, il ne doit pas pour autant dire dans ses observations que l'État partie a donné une réponse satisfaisante.

11. **M. Bhagwati** se range à l'opinion de Sir Nigel Rodley.

12. **La Présidente** dit que la réponse de l'État partie n'est assurément pas satisfaisante; il lui semble bien désinvolte que l'État partie mentionne le Rapporteur spécial chargé de la question de la torture. Les observations du Comité devraient donc être modifiées pour se lire comme suit : « Le Comité ne poursuit pas l'examen de la question dans le cadre du suivi et l'examinera ultérieurement si la situation l'exige. »

13. **M. Wieruszewski** est préoccupé par le fait qu'il n'est pas toujours possible d'avoir des informations précises sur l'état d'avancement des affaires. Par exemple, dans l'affaire *Ominayak c. Canada* [communication n° 167/1984 (p. 10 et 11)], il se demande s'il y a des éléments factuels nouveaux; en ce qui concerne l'affaire *Malakhovsky et Pikul c. Bélarus* [communication n° 1207/2003 (p. 8 à 10)], l'État partie continue de contester les constatations du Comité; or, malgré l'absence de toute nouvelle information, sa réponse a quand même été envoyée à l'auteur pour observation. L'intervenant se demande s'il est bien utile d'envoyer la réponse de l'État partie à l'auteur alors qu'il n'y a aucune nouvelle information et si le Comité ne devrait pas revoir sa procédure de suivi des constatations.

14. **La Présidente** note que le Bureau convient qu'il faut revoir la procédure de suivi et demande aux experts intéressés de s'inscrire pour participer aux débats sur les façons de l'améliorer. Pour que le rapport intérimaire soit le plus à jour possible, il faudrait rappeler par exemple que le Comité a évoqué l'affaire *Ominayak c. Canada* (communication n° 167/1984) dans ses observations finales sur le dernier rapport périodique du Canada en octobre.

15. **Sir Nigel Rodley** dit que les choses se présentent comme suit : soit le Comité est satisfait, du moins sur les faits, soit la réponse de l'État partie est insuffisante, auquel cas il faudra poursuivre l'examen de l'affaire. En ce qui concerne l'affaire *Malakhovsky et Pikul c. Bélarus* (communication n° 1207/2003), le Comité pourrait indiquer dans son observation qu'il regrette que l'État partie n'ait pas voulu aborder la question de

la compatibilité de l'application de sa législation avec le Pacte, à moins qu'il ne veuille attendre d'avoir revu sa procédure de suivi pour apporter des modifications.

16. **M. Lallah**, évoquant l'affaire *Ominayak*, dit qu'il soutient la suggestion de la Présidente d'inclure dans la section des observations celles formulées par le Comité sur son dialogue avec le Canada. Il serait également utile de rappeler la date à laquelle le Comité a demandé à l'État partie de fournir d'autres informations, à condition qu'il l'ait fait après le dialogue.

17. **La Présidente** dit que cette demande a été faite après le dialogue et que la date peut donc être mentionnée.

18. **Sir Nigel Rodley**, évoquant l'affaire *Malakhovsky et Pikul c. Bélarus*, demande des éclaircissements sur les options du Comité, car il ne veut pas rendre la situation plus confuse ou proposer d'autres changements avant que le Groupe de travail des communications ait fait ses observations.

19. **M. Ando** dit que, comme le Comité le sait sûrement, la procédure de suivi s'est élaborée petit à petit sur plus de 10 ans. Malheureusement, c'est surtout le refus des États de répondre honnêtement ou de répondre tout court qui empêche le Rapporteur spécial de mener sa tâche à bien. Dans la plupart des affaires en cours d'examen, le Comité a envoyé plusieurs lettres de rappel à l'État partie; or, il attend toujours une réponse. Il est certes possible d'améliorer la procédure, mais il est difficile d'avancer sans la réponse des gouvernements.

20. **La Présidente** dit que le Comité comprend les difficultés qu'a le Rapporteur spécial à s'acquitter de son mandat. Néanmoins, des résultats positifs ont été enregistrés et la procédure a été améliorée, avec notamment le suivi systématique des affaires en attente durant le dialogue avec les délégations de l'État partie sur les rapports périodiques, et le rappel des constatations dans les observations finales. Le Comité devrait prendre l'habitude de citer des cas d'États parties peu coopératifs dans ses conférences de presse, tout en veillant à ne pas faire de distinction entre les États. Les missions de suivi doivent être menées à bien, car les ressources nécessaires ont bien été fournies mais ont été depuis réaffectées à d'autres fins. Le Groupe de travail doit étudier la nature juridique du Protocole facultatif au moment où il examinera comment améliorer la procédure de suivi.

21. Quant au Bélarus, la suggestion de Sir Nigel Rodley n'est peut-être pas viable car la réponse de l'État partie vient d'être envoyée à l'auteur pour observation.

22. **Sir Nigel Rodley** dit que sa suggestion de suspendre l'affaire est de toute évidence prématurée. Il comprend toutefois la position de M. Wieruszewski et fait remarquer que l'auteur n'est pas mieux placé que le Comité pour faire des observations sur une réponse de l'État partie. Il estime comme la Présidente que la procédure de suivi est devenue tellement professionnalisée que le Comité pourrait la rendre publique.

23. **La Présidente** suggère au Comité de donner à ses observations un ton plus énergique en les libellant comme suit : « le Comité observe que l'État partie maintient sa position selon laquelle les décisions des tribunaux sont conformes à sa législation. Le Comité observe que l'État partie ne répond pas aux conclusions du Comité selon lesquelles c'est sa législation qui a été jugée contraire au Pacte. »

24. **M. Schmidt** (chef de l'Équipe des requêtes) dit que l'une des raisons pour lesquelles les réponses insatisfaisantes des États parties n'ont pas entraîné la suspension de la procédure de suivi est qu'il a été jugé utile, en se servant des observations finales et des prescriptions du Comité des droits de l'homme, de maintenir une certaine pression sur les États parties à divers niveaux. Pour ce qui est du Bélarus, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Bélarus a sollicité du Comité et des autres organes de surveillance de l'application des traités des observations qui pourraient être utiles à ses missions dans les États parties. De même, lors de son récent voyage en Fédération de Russie, la Haut-Commissaire a inclus dans ses notes d'information un certain nombre de constatations auxquelles il n'avait pas encore été donné suite, et elle les a abordées avec les autorités, ce qui n'aurait pas été possible si les affaires avaient été closes.

25. Dans les observations finales sur la République démocratique du Congo qu'il a adoptées à la session en cours, le Comité a suggéré l'envoi d'une mission de suivi. Dès réception de ces observations, le bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Kinshasa a organisé une réunion de suivi avec le Gouvernement, qui doit se tenir cet été.

26. **La Présidente** dit que le cas de la République démocratique du Congo montre bien comment la procédure de suivi, conjuguée à d'autres, peut donner de bons résultats.

27. **M. Lallah** dit que le fait que le rapport de suivi fasse partie du rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale offre un autre moyen de faire pression sur les États parties.

28. **M. Solari Yrigoyen** demande des précisions sur l'état d'avancement d'un certain nombre d'affaires non citées dans le rapport, surtout l'affaire soumise par M. Jiménez Vaca mettant en cause la Colombie.

29. **M. Schmidt** (chef de l'Équipe des requêtes) dit que cette affaire a été mentionnée dans un communiqué de presse et à la conférence de presse de fin de session en octobre, et que des notes verbales ont été envoyées au Gouvernement en ce sens. Toutefois, aucune information n'a été encore reçue du Gouvernement, et le rapport intérimaire ne contient que les informations reçues depuis la dernière session. Cela étant, l'affaire colombienne et d'autres non évoquées dans ce rapport seront traitées dans un chapitre du rapport annuel portant sur le suivi.

30. Les recommandations qui figurent dans le rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations sont approuvées par le Comité.

*La séance est levée à 17 h 40.*